



CHAPITRE 72

CHAPTER 72

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun

An Act to amend the charter of the city of Verdun

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

[Assented to, the 31st of January, 1957]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Verdun a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité, et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 73, et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1951-52, c. 67, s. 1, am.

1. L'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 67 est modifié, pour la cité de Verdun, en ajoutant après le premier paragraphe, le paragraphe suivant:

Location.

"La cité a et a toujours eu le pouvoir de louer des locaux dans tous les édifices municipaux et dans les parcs, à tout individu, société, corporation, ou gouvernement pour des fins professionnelles, commerciales, industrielles, sociales, sportives, administratives."

1954-55, c. 53, s. 5, remp.

2. L'article 5 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 53, est remplacé par le suivant:

Évaluation de certains immeubles.

5. A compter du 19 mars 1957, l'évaluation totale des immeubles que la cité de Montréal possède ou possédera dans la cité de Verdun, est fixée à un million cent vingt-cinq mille dollars, pour déterminer le montant des taxes municipales que la cité de Montréal devra payer à la

Preamble.

WHEREAS the city of Verdun has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the good administration of its affairs, that its charter, the act 7 Edward VII, chapter 73, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 67 is amended, for the city of Verdun, by adding after the first paragraph, the following paragraph:

"The city has and always had the power to lease premises in all the municipal buildings and parks, to any individual, society, corporation or government, for professional, commercial, industrial, social, sporting and administrative purposes."

Leasing.

2. Section 5 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 53, is replaced by the following:

1954-55, c. 53, s. 5, replaced.

5. From and after the 19th of March, 1957, the total valuation of the immovables possessed or to be possessed by the city of Montreal, in the city of Verdun, is fixed at one million one hundred and twenty-five thousand dollars for determining the amount of municipal taxes which

Valuation of certain immovables.

cité de Verdun et pour toutes autres fins quelconques; et ladite cité paiera, chaque année, à ladite cité de Verdun, à la date du paiement des taxes générales de ladite cité, la somme de un dollar et trente-cinq cents par cent dollars d'évaluation. Ce paiement tient lieu, à titre de commutation, de toute taxe et contribution foncière, cotisation, répartition annuelle ou sp ciale ainsi que de toute taxe ou prix de l'eau que la cité de Verdun peut autrement imposer   ladite cité de Montréal.

the city of Montreal shall pay to the city of Verdun and for all other purposes whatsoever; and the said city shall pay, every year, to the said city of Verdun, on the date when the annual general taxes of the said city are paid, the sum of one dollar and thirty-five cents per hundred dollars of valuation. Such payments shall replace, as commutation, all taxes and contributions on immoveables, assessments, annual or special apportionments as well as all taxes or water rates which the said city of Verdun may otherwise impose on the said city of Montreal.

Dur e. Cette commutation aura force et effet pour une période de deux années et s'appliquera aux taxes qui deviendront dues durant cette période.

Such commutations shall have force and effect for a period of two years and shall apply to taxes becoming due during such period. **Duration.**

Fins scolaires. Pour les fins scolaires, l'évaluation desdits immeubles durant ladite période, est fix e à un million cent vingt-cinq mille dollars."

For school purposes, the valuation of the said immoveables, during the said period, is fixed at one million one hundred and twenty-five thousand dollars." **School purposes.**

1954-55, c. 53, a. 7, remp. **3.** L'article 7 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 53, est remplacée par le suivant:

3. Section 7 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 53, is replaced by the following: 1954-55, c. 53, s. 7, replaced.

Contrat continué. "7. Le contrat passé le 16 mars 1932 devant Me Jean Baudouin, N.P., entre la cité de Montréal et la cité de Verdun, pour la fourniture de l'eau est continué pour deux années à compter du 19 mars 1957."

"7. The agreement made on the 16th of March, 1932, before Jean Baudouin, N.P., between the city of Montreal and the city of Verdun, for the supplying of water, is continued for two years as from the 19th of March, 1957." **Agreement continued.**

S.R., c. 233, a. 68a, aj. pour la cité. **4.** La Loi des citées et villes est modifiée, pour la cité de Verdun, en y ajoutant après l'article 68, le suivant:

4. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Verdun, by adding after section 68, the following: R.S., c. 233, s. 68a, added for city.

Commission sportive. "68a. Le conseil est autorisé   instituer par règlement, une commission sportive compos e de cinq membres, comprenant au plus deux  chevins, et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, dans l'opinion des membres du conseil, les qualit es requises pour en faire partie.

"68a. The council is authorized to establish by by-law a sports commission composed of five members, of whom two at the most shall be aldermen and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof. **Sports commission.**

Durée. Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine. **Duration.**

Durée d'office, frais de représentation. Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir et nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, le conseil est autorisé par simple résolution à accorder au président des frais de représentation n'excédant pas mille dollars par année et aux autres

The members of such commission shall remain in office during pleasure and notwithstanding any general law or special act to the contrary, the council is authorized to grant by mere resolution to the chairman representation expenses not exceeding one thousand dollars per annum **Term of office, representation expenses.**

membres, des frais de représentation n'excédant pas six cents dollars par année.

Attributions, etc.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Secrétaire.

Le conseil pourra exiger par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.

Autorisation.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil."

S.R., c. 233, a. 128, am. pour la cité.

5. L'article 128 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité de Verdun, par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 53, est modifié, pour la cité, en remplaçant les huit premières lignes du paragraphe 1, par les suivantes:

Électeurs.

"**128.** 1. Les personnes suivantes, âgées de vingt et un ans révolus, citoyens canadiens, et qui ne sont frappées d'aucune incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote en vertu de la présente loi ou de la charte, sont électeurs et sont inscrites sur les listes des électeurs, savoir:"

S.R., c. 233, a. 426, am. pour la cité.

6. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Verdun, en y insérant après le paragraphe 1°, le suivant:

Antennes.

"1°a Pour régler l'installation, l'entretien, le nombre et la hauteur des antennes de télévision et de radio à l'extérieur des bâtiments."

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité.

7. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Verdun, en ajoutant après le paragraphe 11°, les suivants:

Circulation.

"11°a Pour interrompre la circulation dans les rues de la ville, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie, y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

and to the other members representation expenses not exceeding six hundred per annum.

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.

Any project involving expenditure of money shall be previously approved by the council."

5. Section 128 of the Cities and Towns Act replaced, for the city of Verdun, by section 1 of the act 8 George VI, chapter 53, is amended, for the city, by replacing the first seven lines of subsection 1, by the following:

"**128.** 1. The following persons, if of the full age of twenty-one years, Canadian citizens and not legally disqualified nor otherwise deprived of the right to vote in virtue of this act or of the charter, shall be electors, and shall be entered on the electoral lists, to wit:"

6. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Verdun, by adding after paragraph 1, the following:

"1a. To regulate the installation, maintenance, number and height of television and radio aerials on the exterior of buildings."

7. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Verdun, by adding after paragraph 11, the following:

"11a. To interrupt traffic in the streets of the city, when work on roads, including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

Attributions, etc.

Secretary.

Approval.

R.S., c. 233, s. 128, am. for city.

Electors.

R.S., c. 233, s. 426, am. for city.

Aerials.

R.S., c. 233, s. 429, am. for city.

Traffic.

Enlèvement de véhicule, etc.

"11^b Pour enlever, remorquer tout véhicule stationné illégalement qui nuirait aux travaux ou opérations de la cité et au besoin, le touer ailleurs, y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage qui ne devront pas excéder dix dollars dans chaque cas."

"11b. To remove and tow any vehicle parked illegally which would hinder the work or operations of the city and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs which shall not exceed ten dollars in each case."

Removal of vehicle.

S.R., c. 233, a. 622, am. pour la cité.

Preuve requise.

8. L'article 622 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Verdun, en ajoutant après le paragraphe 5^o, le suivant:

"5^a Aucune action en dommages-intérêts n'est recevable contre la cité pour dommages résultant de l'inondation d'un immeuble construit après le 28 avril 1939, à moins que le demandeur n'allègue et ne prouve qu'au moment de l'inondation, des soupapes de sûreté d'un modèle approuvé par l'ingénieur de la cité ou la Régie des services publics, ou par une commission, régie ou organisme similaire leur ayant succédé, étaient installées selon les règles de l'art, en vue de prévenir le refoulement des eaux d'égoût de la cité dans les caves ou le sous-sol de cet immeuble."

8. Section 622 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Verdun, by adding after subsection 5, the following:

"5a. No action in damages shall lie against the city for damages resulting from the flooding of an immovable erected after the 28th of April, 1939, unless the plaintiff alleges and proves that when such flooding occurred, check-valves of a model approved by the city engineer or by the Public Service Board, or by a similar commission, board or body which shall have succeeded the same, were installed in conformity with the rules of the trade, in order to prevent the back-flow of water from the city sewers into the cellar or basement of such immovable."

R.S., c. 233, s. 622, am. for city.

Proof required.

S.R., c. 233, a. 668a, aj. pour la cité.

Sommaison par lettre recommandée.

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Verdun, en ajoutant après l'article 668, le suivant:

"**668a.** Les sommations de la Cour municipale de la cité pour les infractions aux règlements municipaux pourront, pour valoir signification, être expédiées par lettre enregistrée."

9. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Verdun, by adding after section 668, the following:

"**668a.** The summonses of the Municipal Court of the city for violation of municipal by-laws may, in lieu of service, be sent by registered mail."

R.S., c. 233, s. 668a added for city.

Summonses by registered mail.

S.R., c. 233, a. 473, am. pour la cité.

Pensions autorisées.

10. L'article 473 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Verdun, en ajoutant après le paragraphe 8^a, le suivant:

"8^b Notwithstanding toute disposition législative inconciliable avec la présente, le conseil de la cité peut, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec, autoriser le paiement d'une pension annuelle n'excédant pas trois mille dollars à tout fonctionnaire de la cité qui, au moment de sa démission ou de sa mise à la retraite, remplissait les fonctions de gérant général, aviseur légal, greffier, ingénieur ou directeur d'un

10. Section 473 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Verdun, by adding after paragraph 8a, the following:

"8b. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, the city council, by by-law approved by the Quebec Municipal Commission, may authorize the payment of an annual pension of three thousand dollars to any officer of the city who held, when he resigned or was superannuated, the office of general manager, legal adviser, clerk, engineer or director of a department of the city, if such resignation or superannuation

R.S., c. 233, s. 473, am. for city.

Superannuations authorized.

service de la cité qui a démissionné ou a été mis à la retraite dans les huit années qui ont précédé l'entrée en vigueur de la présente loi, ou qui démissionnera ou sera mis à la retraite à l'avenir, pourvu qu'au moment de cette démission ou de cette mise à la retraite, il ait été à l'emploi de la cité comme tel durant au moins vingt-cinq ans.

Avantages sau-
vegardés.

Les officiers ci-dessus mentionnés ne seront pas privés, par suite de l'octroi de cette pension, des avantages ou bénéfices auxquels ils peuvent avoir droit par ailleurs en vertu de quelque fonds de pension constitué pour le bénéfice d'employés de la cité.

Paiement,
etc.

Cette pension sera incessible et insaisissable. Elle sera payable au bénéficiaire à compter de la date mentionnée dans le règlement qui l'accorde, la vie durant du bénéficiaire, à l'exception cependant de toute période où celui-ci redeviendrait fonctionnaire de la cité à quelque titre que ce soit. Ladite pension sera payable par versements mensuels, égaux et consécutifs, dont le premier deviendra dû un mois après la date mentionnée dans le règlement qui en autorise le paiement."

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

occurred within the eight years preceding the coming into force of this act occurs or thereafter, provided that at the time of such resignation or superannuation he has been employed as such by the city for at least twenty-five years.

The aforementioned officers shall not be deprived, on account of the granting of such pension, of the advantages or benefits to which they may otherwise be entitled to have under any pension fund established for the benefit of employees of the city.

Benefits
not
affected.

Such pension shall be inalienable and unseizable. It shall be paid to the beneficiary from and after the date mentioned in the by-law granting the same, during the lifetime of such beneficiary, except however for all the periods when the latter would become again an employee of the city by any title whatsoever. The said pension shall be payable by equal and consecutive monthly payments, the first thereof falling due one month after the date mentioned in the by-law authorizing such payment."

Payment,
etc.

11. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.